

Projet Optilab: Barrette va frapper un mur

22 MARS 2017



« M. Barrette, maintenir la date du 1er avril pour lancer la centralisation massive des examens de laboratoire est totalement irréaliste et précipité. Si vous persistez, vous allez droit dans un mur », indique le responsable régional de l'APTS, Richard Belhumeur. C'est également le message qui est envoyé aujourd'hui par les technologistes médicaux de Lanaudière.

« M. Barrette fonce dans un mur pendant que les technologistes médicaux continuent de sonner l'alarme. À deux semaines du coup d'envoi d'OPTILAB, nous n'avons reçu aucune garantie que la sécurité des échantillons sera assurée, malgré leur transport sur des centaines de kilomètres dans plusieurs cas, s'inquiète le porte-parole de l'APTS. Sans compter que les systèmes informatiques sont incompatibles entre eux et que les établissements serveurs n'ont pas la capacité physique de recevoir les milliers de nouveaux échantillons qui déferleront à la suite de l'implantation d'OPTILAB. »

La question du transport sécuritaire est tout particulièrement inquiétante. Rappelons que la proportion des échantillons qui voyageront augmentera à 70 % après le passage de l'ouragan OPTILAB. L'APTS a calculé les distances qui sépareront maintenant les patients du laboratoire serveur qui analysera leurs échantillons. Ces échantillons vont parcourir jusqu'à 165 km pour se rendre à la Cité de la Santé de Laval. « Ces distances sont inquiétantes quand on sait que plus on déplace un échantillon, plus on risque de l'endommager, de l'altérer, et donc de fausser les résultats qui sont essentiels à établir de bons diagnostics », précise Richard Belhumeur.

Selon des informations obtenues par l'APTS, le ministère de la Santé et des Services sociaux a confié à une équipe de chercheurs universitaires en 2013 le mandat de « planifier les routes et les exigences de transport requises pour résoudre les problèmes reliés au transport des échantillons de biologie médicale dans la province de Québec ». L'APTS demande au ministre Barrette de rendre ce rapport public avant le 1er avril. « Qu'il cesse de cacher de l'information et fasse enfin preuve de transparence. La qualité des services à la population est en jeu », s'indigne Richard Belhumeur.

Forte de l'appui de 20 000 signataires d'une pétition, de nombreux médecins spécialistes et de plus d'une centaine de municipalités et de MRC, l'APTS réclame encore et toujours un moratoire pour le projet OPTILAB. « Nous demandons maintenant à nos concitoyens d'écrire à leur député afin qu'il fasse pression sur Gaétan Barrette pour qu'il entende enfin les voix discordantes », de conclure le représentant syndical.